

AESH, DES PERSONNELS PRÉCARISÉS, SACRIFIÉS, INVISIBLES

Alors que l'Éducation nationale accueille une sixième ministre en l'espace de deux ans, 360 élèves notifiés dans le 63 et 35 dans le 03 n'ont toujours pas d'accompagnement et de nombreux élèves accompagnés ne bénéficient en réalité que de quelques heures, ce qui ne leur permet pas d'être dignement accueillis. Ces carences dégradent les conditions de travail des équipes éducatives. C'est le cas des AESH, qui par ailleurs attendent toujours des engagements forts pour améliorer leurs conditions d'emploi et bénéficier d'une meilleure reconnaissance professionnelle.

La valse à la tête des ministères et l'absence d'engagement politique concret ont mis un coup d'arrêt à tout espoir d'amélioration significative de la situation. En réponse à l'indifférence et au mépris institutionnels, ces personnels sont de plus en plus nombreux à faire le choix de renoncer à leur métier plutôt que d'attendre en vain des mesures qui ne viendront jamais.

Depuis la mise en place des PIAL, les conditions de travail se sont détériorées avec une augmentation du nombre d'élèves à accompagner, des affectations sur plusieurs établissements scolaires, des emplois du temps éclatés et parfois modifiés à la dernière minute, des situations liées au handicap de plus en plus complexes... Et ce, sans qu'il n'ait été possible d'engager des discussions sur la base d'un bilan de ce fonctionnement.

Ces personnels restent encore soumis à des décisions arbitraires qui mettent à mal leurs droits (jours de fractionnement, indemnisation des déplacements, temps d'activités connexes, formation...), ce qui n'est plus acceptable.

A cela s'ajoute la nouvelle disposition sur l'accompagnement sur la pause méridienne, présentée par le ministère comme une solution aux temps incomplets subis par les AESH. C'est en réalité une arnaque : on leur promettait des heures supplémentaires, en lieu et place on retire des heures d'accompagnement aux élèves sur le temps scolaire pour les affecter à la pause méridienne ! Au final les élèves n'ont pas davantage d'accompagnement et les AESH ne sont pas davantage rémunérées. **Il est urgent d'engager dès à présent un processus permettant de sortir les AESH de la précarité.**

C'est pourquoi nos organisations syndicales FSU 63, CGT Educ'action 63, SNALC et SUD éducation 63 ont décidé d'appeler à une journée de mobilisation et de grève le jeudi 16 janvier 2025 pour exiger :

- la création d'un corps de fonctionnaire de catégorie B dans la Fonction publique d'État, pour reconnaître le métier d'AESH ;
- une réelle formation initiale et continue ;
- une augmentation significative des rémunérations sur toute la carrière ;
- la reconnaissance d'un temps complet sur la base d'un accompagnement élève de 24 heures, sans ajouter de nouvelles missions sur le temps périscolaire ;
- l'abandon des PIAL, des PAS et de la politique de mutualisation des moyens ;
- un recrutement d'AESH à hauteur des besoins.

L'intersyndicale appelle à une large participation à cette journée de mobilisation et de grève pour obliger le ministère à prendre des mesures immédiates pour les AESH. Elle appelle les personnels à se réunir pour préparer sa réussite et à discuter des suites du mouvement. Ensemble, toutes et tous dans la mobilisation pour gagner des avancées pour les AESH !

**AG DES PERSONNELS À 9H30
À LA MAISON DU PEUPLE À CLERMONT-FERRAND
ACCUEIL À 9H AVEC CAFÉ ET CROISSANTS
RASSEMBLEMENT AU RECTORAT À PARTIR DE 11H30**